

emprunts destinés à des projets d'investissement en immobilisations dans les provinces de l'Atlantique et de réduire les taux d'intérêt à concurrence de 6 p. 100 sur les nouveaux emprunts à terme.

L'honorable sénateur a parlé du Cap Breton. Dieu sait que nous avons essayé. Nous avons mis sur pied Entreprise Cap-Breton qui offrait un crédit d'impôt sur les investissements pour encourager les investissements au Cap-Breton. Nous avons mis sur pied l'agence Entreprise Cap-Breton. On m'apprend que jusqu'à maintenant elle a reçu plus de 1,000 demandes. L'agence a fait 511 d'offres d'aide. Si toutes les offres d'aide que l'agence a faites aux entreprises qui ont envoyé une demande se matérialisent, elle pourrait créer 3,500 emplois. On a engagé 84 millions de dollars dans ces projets.

Nous n'avons pas trouvé de réponse permanente au problème du chômage ni aux difficultés sociales et économiques du Cap-Breton que le leader de l'opposition a mentionnés, mais ce n'est pas parce que nous n'avons pas essayé. Le Programme Entreprise Atlantique, le programme Entreprise Cap-Breton, le crédit d'impôt de 60 p. 100 à l'investissement au Cap-Breton montrent bien que le gouvernement est disposé à prendre toute initiative raisonnable susceptible d'améliorer la situation économique du Cap-Breton et des provinces de l'Atlantique. Il m'apparaît beaucoup plus sensé, ainsi que les contribuables en conviendront, notamment ceux du Cap-Breton, de prendre ces mesures que de constituer des réserves d'eau lourde à raison de 104 millions de dollars par année.

**Des voix:** Bravo!

**Le sénateur Murray:** Nous avons négocié des ententes de l'ordre de 3 milliards de dollars dans le cadre des accords de développement économique régional afin de stimuler les possibilités dans des secteurs comme l'agriculture, le tourisme, la pêche, les mines, la fabrication, les sciences et la technologie ainsi que les forêts, ce qui n'a pas empêché le premier ministre de constater, lorsqu'il s'est rendu dans la région de l'Atlantique il y a quelques semaines, que les progrès n'étaient pas encore à la hauteur de nos ambitions.

Le discours du trône nous annonce un nouvel effort pour décentraliser les prises de décisions, grâce à la création d'un organisme chargé de coordonner les compétences disponibles dans la région de l'Atlantique. On veut ainsi rendre la bureaucratie fédérale plus sensible aux priorités régionales.

A titre de ministre des Approvisionnements et Services, l'honorable Stewart McInnes a instauré un programme en vue d'accroître de 1.6 à 2.2 milliards de dollars les achats du gouvernement fédéral dans l'Est au cours des prochaines années. Cette mesure créera des emplois. Nous devons veiller, d'autre part, à ce que les politiques et les programmes tiennent davantage compte des préoccupations régionales. Nos prédécesseurs ont eu tort, à cet égard, de supprimer le MEER. Ils l'ont remplacé par le MEIR. A l'époque où Jean Marchand et Tom Kent dirigeaient le MEER, on espérait qu'il se transforme presque en organisme central chargé d'examiner et d'évaluer les programmes gouvernementaux selon des critères de stimulation du développement régional. Cela ne s'est pas produit. Il y a toujours lieu de faire en sorte que toutes les activités gouvernementales soient axées sur le développement régional.

J'ai été fort déçu de voir le leader de l'opposition se donner tant de mal pour critiquer notre politique étrangère. Il a prétendu notamment que nos relations avec les États-Unis ne figuraient plus en première place dans notre ordre des priorités. Je rappelle qu'elles ont toujours été et sont toujours nos plus importantes relations bilatérales. Elles ne sont plus autant à l'avant-plan maintenant qu'il y a quelques années, car elles étaient dans un état déplorable par la faute de nos prédécesseurs lorsque nous avons pris la relève. Ces relations sont beaucoup plus saines maintenant; elles ont atteint le stade de la maturité.

● (1610)

**Le sénateur Sinclair:** L'étape du bardeau.

**Le sénateur Murray:** Le bardeau et tous les autres sujets de friction dont parle mon honorable collègue sont certes la preuve qu'il faut en venir à un accord global entre le Canada et les États-Unis. C'est ce à quoi nous nous employons et je me réjouis de pouvoir compter sur l'appui des honorables sénateurs et sur celui de tous les libéraux les plus modérés et les plus constructifs du pays.

Nous avons nos divergences avec les Américains. Le Canada n'a pas imposé d'embargo au Nicaragua contrairement au gouvernement Reagan. Nous poursuivons toujours notre programme de développement dans ce pays. Nous n'avons emboîté le pas ni aux États-Unis ni au Royaume-Uni qui se sont retirés de l'UNESCO parce que nous préférons collaborer avec cette organisation afin de lui faire accepter certaines réformes nécessaires. Nous avons décliné l'invitation des États-Unis qui voulaient que notre gouvernement participe lui-même à la recherche au titre de l'IDS. Nous sommes capables de prendre position pour le bien commun du pays sans compromettre des relations fondamentales avec notre plus important partenaire commercial, notre meilleur ami et notre plus puissant allié.

Les négociations commerciales vont de l'avant. Comme je le disais plus tôt, notre engagement dans le cadre de ces négociations n'est pas du tout amoindri. Nous voulons le meilleur, le plus grand et le plus vaste accord commercial qu'il soit possible de négocier.

Le leader de l'opposition nous a servi, en partie, un discours réchauffé vieux de deux ans et il a parlé de notre aide extérieure. Au cours de ce même débat, je n'ai pas eu de mal à pointer les hauts, les bas et les aléas, au fil des ans, de l'engagement extérieur des libéraux qui disaient une chose un jour et le contraire le lendemain et qui se fixaient des objectifs pour faire marche arrière aussitôt.

**Le sénateur MacEachen:** Il n'y a eu aucune variation pendant cinq années ferme.

**Le sénateur Murray:** Je n'ai pas les renseignements en mains...

**Le sénateur MacEachen:** Vérifiez de 1980 à 1984.

**Le sénateur Murray:**... mais je renvoie le leader de l'opposition aux statistiques que j'ai obtenues il y a deux ans et lues ici pour qu'elles figurent au compte-rendu, ce que je peux refaire s'il le souhaite. Mais je désire qu'il sache, ainsi que tous les honorables sénateurs, que nous avons engagé 13.6 milliards de dollars au titre de l'aide extérieure pour les cinq prochaines années. Ce n'est pas peu. J'affirme au sénateur et à tous mes